

"L'Europe unie" dans Fédération (Juillet 1947)

Légende: En juillet 1947, Winston Churchill, ancien Premier ministre et leader du parti conservateur britannique, publie dans la revue française Fédération un article dans lequel il souligne l'importance de la cause de l'Europe unie.

Source: Fédération. Revue de l'ordre vivant. dir. de publ. Richard, Max. Juillet 1947, n° 30. Paris: Imprimerie de la Seine.

Copyright: (c) Fédération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"l_europe_unie"_dans_federation_juillet_1947-fr-0e3bcd06-ff38-4b3d-8d24-441c47b418e2.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

L'Europe unie

par Winston Churchill

TOUTES les grandes choses sont simples et la plupart peuvent s'exprimer par un seul mot : Liberté, Justice, Honneur, Devoir, Charité, Espoir. Nous, qui sommes rassemblés ici ce soir, nous représentons tous les partis politiques de notre vie nationale britannique et presque toutes les Eglises du monde occidental. Large assemblée qui emplit une salle célèbre ! Nous aussi, nous pouvons exprimer notre but par un seul mot : *Europe*. A l'école, les cartes pendues aux murs et les leçons de nos maîtres nous ont appris qu'il existe un continent appelé « Europe ». Je me souviens très bien qu'on m'enseignait cela quand j'étais enfant, et, après une vie déjà longue, je crois encore que c'est vrai. Cependant, des géographes professionnels nous disent à présent que le continent européen n'est en réalité qu'une péninsule de la masse continentale asiatique. Je dois vous dire en toute franchise que ce serait là une conclusion bien aride et bien peu exaltante, et pour ma part, je préfère nettement ce qu'on m'a enseigné quand j'étais un enfant.

Un jeune écrivain anglais, M. Sewel, a dit avec finesse que la véritable démarcation entre l'Europe et l'Asie n'est ni une chaîne de montagne, ni une frontière naturelle, mais un système de croyances et d'idées que nous appelons la civilisation occidentale. « *Dans le riche modèle de cette culture, écrit M. Sewel, il y a plusieurs zones : la croyance juive en un Dieu ; le message de charité et de rédemption du Christianisme ; l'amour des Grecs pour la vérité, la beauté et la bonté ; le génie juridique des Romains. L'Europe est une conception de l'esprit. Mais si les hommes cessent de porter cette conception dans leur esprit et cessent de ressentir sa valeur dans leurs cœurs, elle mourra* ».

Ces paroles ne sont pas de moi, mais elles expriment ma foi, et nous sommes ici pour proclamer que la conception de l'esprit qu'est l'Europe ne doit pas mourir. Nous déclarons au contraire qu'elle doit vivre et briller, et répandre une lumière rédemptrice sur un monde de confusions et de deuil. C'est ce qui nous a réunis ce soir, et c'est ce qui continuera à nous maintenir unis - quelques aiguës ou même profondes que puissent être par ailleurs nos divisions - jusqu'à ce que notre but soit atteint et nos espoirs réalisés.

DANS notre tâche de ressusciter les gloires et le bonheur de l'Europe ainsi que sa prospérité, on peut affirmer avec certitude que nous commençons au point le plus bas de son destin.

Voici la région du globe la plus belle, la plus tempérée, la plus fertile. L'influence et la puissance de l'Europe et de la Chrétienté ont pendant des siècles façonné et dominé le cours de l'histoire. Les fils et les filles d'Europe s'en sont allés porter leur message à toutes les parties du monde. Religion, législation, enseignement, art, sciences, industrie, portent à travers le monde entier et dans d'innombrables pays, sous tous les ciels et sous tous les climats, la marque d'une origine européenne ou la trace d'une influence européenne.

Mais qu'en est-il de l'Europe d'aujourd'hui ? C'est un monceau de décombres, un charnier, un terrain de culture pour la pestilence et la haine. De vieux clans nationalistes et de modernes factions idéologiques divisent et exacerbent des populations malheureuses et affamées. De mauvais maîtres exigent le paiement intégral de vieilles dettes avec une précision mathématique, et de faux guides indiquent un système inexorable de réparations comme le chemin vers la prospérité. N'y aura-t-il donc ici aucun répit ? La mission de l'Europe est-elle parvenue à son terme ? N'a-t-elle rien d'autre à apporter au monde que la contagion de la peste ? Ses peuples vont-ils continuer à se déchirer et à se tourmenter les uns les autres par la guerre et la vengeance jusqu'à ce que tout ce qui entoure la vie humaine de dignité et de confort ait disparu ? Les Etats de l'Europe vont-ils continuer éternellement à gaspiller les meilleurs fruits de leur labeur pour l'érection de nouvelles barrières, de fortifications militaires, de murs, de tarifs et de réseaux de passeports ? Allons-nous, nous autres Européens, avec toutes nos dépendances coloniales, avec toutes nos anciennes liaisons commerciales, avec tout ce que la production et les moyens de transport modernes peuvent faire, devenir incapables même d'éviter la famine à la masse de nos peuples ? Devons-nous tous, par notre pauvreté et nos divisions, rester éternellement un danger et un fardeau pour le reste du monde ? Et pouvons-nous nous

figurer que nous seront indéfiniment supportés par les épaules - si larges qu'elles soient - des Etats-Unis d'Amérique ?

Le moment est venu où ces questions doivent recevoir une réponse. Voici l'heure du choix, et certes le choix est aisé. Si les peuples de l'Europe se décident à s'unir et à travailler ensemble pour leur plus grand avantage réciproque, à échanger des bienfaits au lieu d'insultes, il est encore en leur pouvoir de balayer les horreurs et les misères qui les entourent et de permettre aux torrents de liberté, de bonheur et d'abondance de reprendre leur cours bienfaisant. C'est la suprême chance, et si nous la laissons échapper, personne ne peut prédire qu'elle reviendra un jour, ni quelle catastrophe résultera de cet abandon.

DANS mon expérience des vastes entreprises, j'ai souvent constaté que c'était une faute de tout mettre en œuvre à la fois. Au loin, à l'horizon, nous apercevons les sommets de montagnes délectables. Mais nous ne pouvons pas dire ce qu'il y a entre elles et nous. Nous savons où nous voulons aller, mais nous ne pouvons prévoir toutes les étapes du voyage, ni régler nos marches comme pour une opération militaire. Nous ne travaillons pas dans le domaine de la force, mais dans celui de l'opinion. Nous ne pouvons pas donner d'ordres, nous ne pouvons que persuader. Nous devons avancer pas à pas et j'exposerai par conséquent en termes très généraux où nous en sommes et quelles sont les premières choses que nous avons à faire. Nous avons tout de suite à mettre sur pied en Grande-Bretagne une organisation chargée de promouvoir la cause de l'Europe Unie, et à donner à cette idée l'importance et la vitalité qui lui sont nécessaires pour s'emparer des esprits de nos compatriotes à un point tel qu'elle agira sur leur comportement et influencera le cours de la politique nationale.

Nous acceptons, sans conteste, la suprématie mondiale de l'O.N.U. Dans la Charte établie à San-Francisco, la constitution d'organisations régionales est expressément prévue. L'Europe Unie constituera une importante entité régionale. Il y a les Etats-Unis, avec toutes leurs dépendances, il y a l'Union Soviétique, il y a l'Empire britannique et son Commonwealth ; et il y a l'Europe avec qui la Grande-Bretagne est étroitement liée. Ce sont les quatre piliers du Temple de la Paix. Faisons en sorte qu'ils soient capables de supporter la charge qui reposera sur eux.

A ce stade où nous sommes, ce n'est pas à nous d'essayer de définir et de prescrire des structures institutionnelles. Nous nous contentons de présenter l'idée de l'Europe Unie, dans laquelle notre pays jouera un rôle capital et à laquelle tous peuvent se rallier sans être troublés par des divergences quant à sa structure. Il appartient aux hommes d'Etat responsables, qui ont le monde entre leurs mains et possèdent la puissance exécutive, de modeler et de façonner cette structure. A nous de poser les fondations, de créer l'atmosphère et de donner l'impulsion directrice.

JE me tourne tout d'abord vers la France. Pendant quarante ans, j'ai marché avec la France. J'ai partagé ses joies et ses souffrances. Je me réjouis de la résurrection de sa force. Jamais je n'abandonnerai cette longue camaraderie. Mais nous avons à faire à la France une proposition qui donnera à tous les Français l'occasion de réfléchir sérieusement et de prendre des décisions énergiques. Si l'on veut faire de l'unité européenne une réalité effective avant qu'il ne soit trop tard, la France et l'Angleterre devront se donner pleinement à cette tâche. Elles doivent marcher la main dans la main. Elles doivent, en réalité, être les initiatrices de ce mouvement.

Le problème central et presque le plus sérieux de ceux qui se posent à l'Europe d'aujourd'hui concerne l'avenir de l'Allemagne. Sans solution à ce problème, il ne peut y avoir d'Europe unifiée. Et ce problème ne peut recevoir de solution que dans le cadre et dans la perspective d'une Europe unifiée. Dans un continent formé d'Etats nationaux divisés entre eux, l'Allemagne et son peuple laborieux ne pourront pas trouver le moyen ou l'occasion de déployer leurs énergies. L'asphyxie économique tournera inévitablement leurs pensées vers la révolte et la revanche. L'Allemagne redeviendra une fois encore une menace pour ses voisins et pour le monde entier ; et les fruits de la victoire et de la libération seront, une fois encore, perdus.

Mais dans le cadre plus vaste d'une Europe unifiée, l'industrie et l'esprit inventif allemands trouveront des applications constructives et pacifiques. Au lieu d'être un foyer de paupérisme et de danger, le peuple allemand sera capable de ramener la prospérité dans une mesure appréciable, non seulement pour lui-même, mais pour l'ensemble du continent.

Aujourd'hui, l'Allemagne gît prostrée, affamée parmi ses ruines. On ne peut donc attendre d'elle aucune initiative. C'est à la France et à l'Angleterre de prendre le commandement. Ensemble, elles doivent, d'une façon amicale, ramener le peuple allemand dans le cadre européen. Personne ne peut dire, et nous n'essaierons même pas de le prévoir, ce que sera la future Constitution de l'Allemagne. On rétablit en ce moment un certain nombre d'Etats allemands. Ce sont les antiques Etats et principautés de l'Allemagne ancienne, à qui la culture mondiale doit beaucoup. Mais, sans idée préconçue sur la question d'une future Fédération germanique, ces Etats peuvent très bien être invités individuellement à prendre leur place dans le Conseil de l'Europe. Et ainsi, nous souvenant de jours plus heureux, nous pourrions espérer voir enfin le terme d'une longue période de haine et de représailles, qui nous a déjà conduits, les uns et les autres, à la victoire ou à la défaite, parmi les souffrances, la misère et la ruine.

Le devoir et l'occasion de réaliser cette réunion capitale appartiennent au premier plan à nous-mêmes et à nos amis français de l'autre côté de la Manche. De solides liens d'affection, de confiance mutuelle, d'intérêts communs et de conceptions analogues poussent la France et l'Angleterre à s'unir. Le traité d'alliance récemment signé ne fait que donner une expression formelle à une communauté de sentiments qui existe déjà en tant que fait indiscutable et indestructible. Il est vrai que cette tâche de réconciliation exige de la France, qui a si cruellement souffert, un acte de foi d'un caractère sublime. Mais c'est par cet acte de foi, et par cet acte de foi seulement, que la France pourra retrouver sa position historique dans la conduite de l'Europe.

Il est aussi un autre membre important de notre famille de nations auquel il nous faut penser : c'est l'Italie. Tout ce que j'ai dit sur la nécessité impérieuse d'aboutir à une réconciliation avec la race germanique et de mettre un terme aux effroyables conflits qui l'ont minée en nous ruinant presque nous-mêmes, s'applique - mais à un degré moindre de difficulté - au peuple italien, qui désire vivre heureusement de son travail, dans son magnifique pays, et qui a été poussé par un dictateur dans les affreuses querelles du Nord. On me dit que cette idée d'une Europe unifiée exerce une grande attraction sur les Italiens, qui, regardant en arrière par-dessus des siècles de confusion et de désordre, se souviennent des gloires de l'époque classique, où une douzaine de légions suffisaient à préserver la Paix et la Loi à travers d'immenses territoires, et où des hommes libres pouvaient voyager librement sous la protection d'une citoyenneté commune. Nous espérons voir une Europe libérée de l'esclavage des jours passés, une Europe dans laquelle on sera aussi fier de dire : Je suis Européen, qu'on l'était jadis de dire : Civis Romanus sum. Nous espérons voir une Europe où des hommes de tous les pays seront aussi fiers d'être Européens que d'appartenir à leur terre natale, et qui, où qu'ils aillent dans ce vaste domaine, pourront vraiment se sentir « chez eux ». Combien tout cela serait simple et couronné de gloire, si cela pouvait un jour arriver !

ON demandera certainement : « Quels seront les liens politiques et physiques, dans cette Europe unifiée que vous essayez de créer ? » - « Quels pays y seront compris et quels en seront exclus ? » Ce n'est ni notre tâche ni notre désir de tracer des frontières, mais bien plutôt de les effacer. Notre but est de mener à bien l'unification de tous les pays de l'Europe entière. Nous ne désirons exclure aucun des pays dont le territoire se situe en Europe et qui assurent à leurs peuples ces droits personnels fondamentaux et ces libertés sur lesquels repose notre civilisation démocratique européenne. Parmi ces pays, certains se sentiront prêts à fraterniser plus tôt, d'autres plus tard, selon les circonstances où ils se trouvent. Ils peuvent tous être assurés que, à quelque moment qu'ils soient capables de rejoindre les autres, une place et un accueil cordial les attendront à la table du Conseil européen.

Quand j'ai commencé à écrire sur les Etats-Unis d'Europe, il y a quelque quinze ans, je me demandais si les Etats-Unis d'Amérique considéreraient un tel développement comme opposé à leurs intérêts ou même

contraire à leur sécurité. Mais tout cela est dépassé. Tout le mouvement de l'opinion américaine est favorable à la résurrection et à la re-création de l'Europe. Et cela n'a certes rien que de naturel. Si nous nous remémorons comment la population masculine des Etats-Unis d'Amérique a dû, à deux reprises en l'espace d'une génération, traverser l'Atlantique pour donner sa vie, verser son sang et dépenser ses trésors par suite de guerres ayant leur origine dans les querelles intestines de l'Europe, on ne peut être surpris que l'Amérique voie avec plaisir une Europe pacifique et unie prendre sa place parmi les assises de l'organisation mondiale à laquelle cette même Amérique s'est vouée. Il n'y a pour moi aucun doute que, loin de rencontrer la moindre opposition ou la moindre objection de la grande République du Nouveau-Monde, notre mouvement ne bénéficie de son appui et de son aide.

Nous autres Anglais, nous devons toujours songer aux Dominions britanniques dotés d'un gouvernement autonome : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud. Nous sommes unis à eux par des liens volontaires et des liens d'affection, qui se sont maintenus malgré les hauts et les bas de la fortune. Nous sommes le centre et le sommet d'une communauté de nations d'étendue mondiale. Il est nécessaire que toute politique adoptée par notre île à l'égard de l'Europe et en Europe, puisse jouir de la pleine sympathie et de l'approbation des peuples des Dominions. Mais pourquoi supposerions-nous qu'ils ne seront pas avec nous dans cette cause ? Ils sentent avec nous que la Grande-Bretagne fait, géographiquement et historiquement, partie de l'Europe. Si l'Europe unifiée doit être une force vivante, la Grande-Bretagne aura à jouer pleinement son rôle en tant que membre de la famille européenne. Les Dominions savent aussi que leur jeunesse, comme celle des Etats-Unis, a dû, deux fois en une vie d'homme, traverser les immenses espaces océaniques pour combattre et mourir dans des guerres allumées par les discordes européennes et qu'ils avaient été dans l'impossibilité d'éviter. Nous pouvons être assurés que la cause de l'Europe unifiée, dans laquelle la mère-patrie doit être un moteur essentiel, ne s'opposera en aucune manière au sentiment qui nous unit à nos Dominions, dans le cercle auguste de la Couronne britannique.

ON allègue évidemment que notre plaidoyer pour l'idéal d'une Europe unifiée n'est pas autre chose qu'une manœuvre, dans le jeu des politiques de puissance, et que c'est un sinistre complot contre la Russie soviétique. Il n'y a là rien de vrai. Tout le but d'une Europe unifiée et démocratique est de donner des garanties décisives contre le risque d'agression. S'il considère les ruines de quelques-unes de ses villes les plus fameuses et les cruelles dévastations de ses plus belles contrées, le peuple russe doit certainement comprendre combien il peut gagner à l'élimination des causes de guerre et de la peur de la guerre sur le continent européen. La création d'une Europe saine et satisfaite est le premier et le plus désirable intérêt de l'Union Soviétique. Nous avons par conséquent espéré que tout effort sincère pour promouvoir la bonne entente et la stabilité de l'Europe recevrait, comme il le mérite, la sympathie et l'appui de la Russie. Au lieu de cela, hélas ! ce dessein bienfaisant a été dénoncé et considéré avec suspicion par la propagande de la presse et de la radio soviétiques. Nous n'avons pas répliqué, et je n'ai pas l'intention de le faire ce soir. Mais nous ne pouvons pas accepter l'éventualité que le veto d'une seule puissance, si respectable soit-elle, puisse mettre en échec un mouvement nécessaire à la paix, à l'amitié et au bien-être de tant de centaines de millions d'hommes et de femmes.

Et ici je veux invoquer l'intérêt des grandes masses prolétariennes. Nous avons devant nos yeux des centaines de millions d'humbles demeures, en Europe et hors d'Europe, qui ont été touchées par la guerre. N'auront-elles plus jamais une chance de revivre et de reflourir ? Le chef de famille honnête et loyal ne pourra-t-il plus jamais récolter les fruits de son labeur ? Ne pourra-t-il plus jamais élever ses enfants dans la santé, dans la joie et l'espoir de jours meilleurs ? Ne pourra-t-il plus jamais échapper à la peur de l'invasion, à l'éclatement de l'obus ou de la bombe, au bruit de bottes de la patrouille ennemie, ou, ce qui est pire encore, au coup frappé à sa porte par la police politique, venue pour emmener l'être chéri loin de la protection des lois et de la justice - alors qu'à tout moment, par un effort instinctif de sa volonté, il peut s'éveiller de tout ce cauchemar horrible et se dresser dans son humanité, libre sous la grande lumière du jour ?

L'idée de l'unité européenne rencontre déjà une vive sympathie chez les principaux hommes d'Etat de la plupart des pays. « L'Europe doit se fédérer ou périr. » disait l'actuel Premier Ministre, M. Attlee, avant la terrible dernière guerre. Il le disait, et je n'ai aucune raison de supposer qu'il abandonnerait cette déclaration prophétique au moment où la justification en est manifeste. Nous comprenons, bien sûr, que les

gouvernements hésitent à entreprendre une action positive avant que l'opinion publique ne se soit prononcée d'une façon plus définitive. C'est à nous de fournir la preuve d'un solide soutien populaire, ici et à l'étranger, qui donnera aux gouvernements européens la confiance nécessaire pour aller de l'avant et fournir une conclusion pratique à leur conviction. Nous ne pouvons pas dire combien de temps il faudra pour en arriver là. Nous demandons cependant que, dans l'intervalle, le gouvernement de Sa Majesté, ainsi que les autres gouvernements, aborde les divers problèmes urgents du continent d'un point de vue européen plutôt que d'un point de vue étroitement national. Dans les discussions sur les conditions de paix pour l'Allemagne et pour l'Autriche et, en fait, dans le domaine diplomatique tout entier, le but final ne devrait pas être perdu de vue. Tout nouvel arrangement contracté devrait être conçu de manière à pouvoir être, plus tard, inséré dans la structure d'une Europe unifiée.

NOUS ne prétendons évidemment pas que l'unification de l'Europe fournit la solution finale et complète de tous les problèmes que posent les relations internationales. La création d'un ordre mondial pourvu d'une toute-puissante autorité est le but dernier vers lequel nous devons tendre. Aussi longtemps qu'un super-gouvernement mondial efficace, ayant pour but d'éviter la guerre, ne pourra être mis sur pied et commencer son règne, les perspectives pour la paix et le progrès humain resteront sombres et douteuses. Mais qu'il n'y ait aucune erreur sur le résultat principal. Sans une Europe unie, il n'y a aucune perspective assurée pour un gouvernement mondial. C'est le premier pas indispensable vers la réalisation de cet idéal. Après la première grande guerre mondiale, la Société des Nations s'est efforcée, sans l'aide des Etats-Unis, de bâtir un ordre international sur une Europe affaiblie et divisée. Son échec nous coûte cher.

Aujourd'hui, après la deuxième guerre mondiale, l'Europe est bien plus affaiblie et plus divisée. L'un des quatre piliers d'angle du temple de la Paix gît devant nous en morceaux dispersés. Il faut le rassembler et le reconstruire avant que la construction de la superstructure que nous désirons puisse faire de réels progrès.

Si durant les cinq prochaines années, il se trouve possible de construire une organisation mondiale d'une force irrésistible et d'une autorité inviolable pour assurer la paix, il n'y a pas de limite aux bienfaits que tous les hommes pourront recevoir et partager. Et rien n'aidera davantage à l'avancement rapide de cette construction que l'unité et la stabilité dans une Europe consciente de sa personnalité collective et résolue à assurer la part qui lui revient dans la conduite de l'inéluctable destin de l'humanité.

Je dois finir par où j'ai commencé, c'est-à-dire en plaçant cet immense dessein de l'Europe à l'intérieur et sous l'autorité de l'organisation des Nations-Unies. C'est là ce que j'avais à vous proposer comme problème capital pour notre réunion de ce soir.

Dans les affaires quotidiennes de la vie, hommes et femmes attendent une récompense pour une action menée à bien, et cela est souvent juste et raisonnable. Mais ceux qui servent des causes aussi grandes et aussi hautes que la nôtre n'ont pas besoin de récompense, et nos buts ne sont pas limités à la durée d'une vie humaine.

Si le succès nous vient de bonne heure, nous nous réjouissons. Si notre entreprise subit des retards, si nous rencontrons des obstacles et de l'inertie, nous ferons encore bon visage parce que, dans une cause dont la justice sera proclamée par la marche des événements futurs et par le jugement d'âges plus heureux, nous aurons fait notre devoir, nous aurons fait de notre mieux.

Winston CHURCHILL.